



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIRET

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°45-2016-039

PUBLIÉ LE 26 AOÛT 2016

Sommaire

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

45-2016-08-25-001 - Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public (2 pages)	Page 3
45-2016-08-25-002 - Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public (3 pages)	Page 6
45-2016-08-25-003 - Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public (3 pages)	Page 10
45-2016-08-25-004 - Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public (3 pages)	Page 14
45-2016-08-25-005 - Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public (3 pages)	Page 18
45-2016-08-25-006 - Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public (3 pages)	Page 22
45-2016-08-26-001 - Arrêté du 26 août 2016 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public (2 pages)	Page 26
45-2016-08-26-002 - Arrêté du 26 août 2016 autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public (2 pages)	Page 29

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

45-2016-08-25-001

Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité,
l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite
des
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie
publique ou dans des lieux accessibles au public

Arrêté du 25 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;

Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;

Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret du 14 décembre 2015 nommant Mme Nathalie COSTENOBLE, en qualité de sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2015 portant nomination de Mme Nathalie COSTENOBLE, sous-préfète, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Flavio BONETTI, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'absence de M. Flavio BONETTI et de l'empêchement de M. Hervé JONATHAN ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et

aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que l'agglomération de Bonny-sur-Loire, est un lieu de passage d'axes principaux de circulation entre les départements du Loiret et de l'Yonne, avec un échangeur autoroutier reliant la capitale au département de la Nièvre ;

Considérant que le flux d'automobilistes relativement important en cette période pourrait permettre à d'éventuels sympathisants terroristes de bénéficier de facilité de passage ou de transport de matériels pour pénétrer ou quitter notre département ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et/ou à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et/ou à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de l'adjoint au chef du bureau du cabinet du préfet

Arrête :

Article 1^{er}

Le samedi 27 août 2016, de 18 heures 30 minutes à 21 heures 30 minutes, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans la commune de Bonny-sur-Loire, à l'intersection formée par les voies suivantes : rue du Faubourg Villeneuve et le RD 926.

Article 3

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant de groupement de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait le 25 août 2016
La sous-préfète,
Secrétaire Générale Adjointe,
Signé : Nathalie COSTENOBLE

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

45-2016-08-25-002

Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité,
l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite
des
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie
publique ou dans des lieux accessibles au public

Arrêté du 25 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;

Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;

Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret du 14 décembre 2015 nommant Mme Nathalie COSTENOBLE, en qualité de sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2015 portant nomination de Mme Nathalie COSTENOBLE, sous-préfète, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Flavio BONETTI, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'absence de M. Flavio BONETTI et l'empêchement de M. Hervé JONATHAN ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et

aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que le 27 août 2016, est célébré à GIEN, le 72^e anniversaire de la bataille de Gien, que cette commémoration sera articulée autour de la reconstitution d'un campement militaire, de baptême en véhicules militaires et d'un défilé en ville générant la présence d'élus locaux et de nombreux visiteurs, il apparaît nécessaire de procéder aux contrôles des véhicules et personnes sur les communes de Gien et de Poilly-lez-Gien ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et/ou à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et/ou à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de l'adjoint au chef du bureau du cabinet du préfet

Arrête :

Article 1^{er}

Le 27 août 2016, de 17 heures à 20 heures, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans les communes de GIEN sur l'emprise des voies de circulation suivantes :

- Quai de Sully,
- Place Foch,
- Quai de Chatillon,
- Quai Lenoir,
- Quai Joffre,
- Quai Lestrade,
- Route d'Orléans,
- CD940 sur l'ensemble de la commune et sa déviation empruntant le pont neuf,
- CD 941,
- CD 952,
- Plage et esplanade dite du Berry en amont du vieux pont, implantée entre le quai de Sully et la Loire (au droit du vieux pont jusqu'au camping).

et, dans le périmètre formé par les axes suivants :

- Rue de l'usine à gaz,
- quai Guérin,
- quai Lestrade,
- quai Lenoir,
- quai Joffre,
- rue Victor Hugo,
- rue Thiers,
- rue de Paris,
- rue de Noé,
- place Curie,
- rue des briqueteries,
- rue creuse,
- rue de l'abattoir.

POILLY-LEZ-GIEN sur l'emprise des voies de circulation suivantes :

- Route de GIEN,
- Rue des Iris,
- Allée de vieux cours.

Article 3

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant de groupement de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait le 25 août 2016
La sous-préfète,
Secrétaire Générale Adjointe,
Signé : Nathalie COSTENOBLE

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

45-2016-08-25-003

Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité,
l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite
des
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie
publique ou dans des lieux accessibles au public

Arrêté du 25 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;

Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;

Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret du 14 décembre 2015 nommant Mme Nathalie COSTENOBLE, en qualité de sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2015 portant nomination de Mme Nathalie COSTENOBLE, sous-préfète, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Flavio BONETTI, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'absence de M. Flavio BONETTI et l'empêchement de M. Hervé JONATHAN ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et

aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que le 28 août 2016, est célébré à GIEN, le 72^e anniversaire de la bataille de Gien, que cette commémoration sera articulée autour d'un déplacement des autorités civiles, militaires, associations sur les lieux de mémoire du giennois, de la reconstitution d'un campement militaire, que se tient esplanade du Berry un banquet réunissant élus locaux, associations et public invité, que ces manifestations engendreront un important flux de personnes sur la journée, il apparaît nécessaire de procéder aux contrôles des véhicules et personnes sur les communes de Gien et de Poilly-lez-Gien ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et/ou à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et/ou à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de l'adjoint au chef du bureau du cabinet du préfet

Arrête :

Article 1^{er}

Le 28 août 2016, de 08 heures à 11 heures, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans les communes de GIEN sur l'emprise des voies de circulation suivantes :

- Quai de Sully,
- Place Foch,
- Quai de Chatillon,
- Quai Lenoir,
- Quai Joffre,
- Quai Lestrade,
- Route d'Orléans,
- CD940 sur l'ensemble de la commune et sa déviation empruntant le pont neuf,
- CD 941,
- CD 952,
- Plage et esplanade dite du Berry en amont du vieux pont, implantée entre le quai de Sully et la Loire (au droit du vieux pont jusqu'au camping).

et, dans le périmètre formé par les axes suivants :

- Rue de l'usine à gaz,
- quai Guérin,
- quai Lestrade,
- quai Lenoir,
- quai Joffre,
- rue Victor Hugo,
- rue Thiers,
- rue de Paris,
- rue de Noé,
- place Curie,
- rue des briqueteries,
- rue creuse,
- rue de l'abattoir.

POILLY-LEZ-GIEN sur l'emprise des voies de circulation suivantes :

- Route de GIEN,
- Rue des Iris,
- Allée de vieux cours.

Article 3

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant de groupement de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait le 25 août 2016
La sous-préfète,
Secrétaire Générale Adjointe,
Signé : Nathalie COSTENOBLE

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

45-2016-08-25-004

Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité,
l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite
des
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie
publique ou dans des lieux accessibles au public

Arrêté du 25 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;

Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;

Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret du 14 décembre 2015 nommant Mme Nathalie COSTENOBLE, en qualité de sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2015 portant nomination de Mme Nathalie COSTENOBLE, sous-préfète, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Flavio BONETTI, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'absence de M. Flavio BONETTI et l'empêchement de M. Hervé JONATHAN ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et

aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que le 28 août 2016, est célébré à GIEN, le 72^e anniversaire de la bataille de Gien, que cette commémoration sera articulée autour d'un déplacement des autorités civiles, militaires, associations sur les lieux de mémoire, de la reconstitution d'un campement militaire, que se tient esplanade du Berry un banquet réunissant élus locaux, associations et public invité, que se déroule en centre-ville de Gien le prix cycliste de la ville de Gien, que ces manifestations engendreront un important flux de personnes sur la journée, il apparaît nécessaire de procéder aux contrôles des véhicules et personnes sur les communes de Gien et de Poilly-lez-Gien ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et/ou à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et/ou à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de l'adjoint au chef du bureau du cabinet du préfet

Arrête :

Article 1^{er}

Le 28 août 2016, de 11 heures à 20 heures, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans les communes de GIEN sur l'emprise des voies de circulation suivantes :

- Quai de Sully,
- Place Foch,
- Quai de Chatillon,
- Quai Lenoir,
- Quai Joffre,
- Quai Lestrade,
- Route d'Orléans,
- CD940 sur l'ensemble de la commune et sa déviation empruntant le pont neuf,
- CD 941,
- CD 952,
- Plage et esplanade dite du Berry en amont du vieux pont, implantée entre le quai de Sully et la Loire (au droit du vieux pont jusqu'au camping).

et, dans le périmètre formé par les axes suivants :

- Rue de l'usine à gaz,
- quai Guérin,
- quai Lestrade,
- quai Lenoir,
- quai Joffre,
- rue Victor Hugo,
- rue Thiers,
- rue de Paris,
- rue de Noé,
- place Curie,
- rue des briqueteries,
- rue creuse,
- rue de l'abattoir.

POILLY-LEZ-GIEN sur l'emprise des voies de circulation suivantes :

- Route de GIEN,
- Rue des Iris,
- Allée de vieux cours.

Article 3

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant de groupement de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait le 25 août 2016
La sous-préfète,
Secrétaire Générale Adjointe,
Signé : Nathalie COSTENOBLE

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

45-2016-08-25-005

Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité,
l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite
des
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie
publique ou dans des lieux accessibles au public

Arrêté du 25 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;

Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;

Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret du 14 décembre 2015 nommant Mme Nathalie COSTENOBLE, en qualité de sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2015 portant nomination de Mme Nathalie COSTENOBLE, sous-préfète, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Flavio BONETTI, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'absence de M. Flavio BONETTI et l'empêchement de M. Hervé JONATHAN ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et

aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que le 27 août 2016, est célébré à GIEN, le 72^e anniversaire de la bataille de Gien, que cette commémoration sera articulée autour de la reconstitution d'un campement militaire et de baptême en véhicules militaires, qu'à cette occasion, une soirée DJ/Dance Floor se tiendra place Jean Jaurès, que ces événements engendreront, de facto, un important flux de personnes sur la journée et la nuit, avec concentration place sus-mentionnée, il apparaît nécessaire de procéder aux contrôles des véhicules et personnes sur les communes de Gien et de Poilly-lez-Gien ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et/ou à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et/ou à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de l'adjoint au chef du bureau du cabinet du préfet

Arrête :

Article 1^{er}

Du 27 août 2016, 20 heures au 28 août 2016, 05 heures, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans les communes de GIEN sur l'emprise des voies de circulation suivantes :

- Quai de Sully,
- Place Foch,
- Quai de Chatillon,
- Quai Lenoir,
- Quai Joffre,
- Quai Lestrade,
- Route d'Orléans,
- CD940 sur l'ensemble de la commune et sa déviation empruntant le pont neuf,
- CD 941,
- CD 952,
- Plage et esplanade dite du Berry en amont du vieux pont, implantée entre le quai de Sully et la Loire (au droit du vieux pont jusqu'au camping).

et, dans le périmètre formé par les axes suivants :

- Rue de l'usine à gaz,
- quai Guérin,
- quai Lestrade,
- quai Lenoir,
- quai Joffre,
- rue Victor Hugo,
- rue Thiers,
- rue de Paris,
- rue de Noé,
- place Curie,
- rue des briqueteries,
- rue creuse,
- rue de l'abattoir.

POILLY-LEZ-GIEN sur l'emprise des voies de circulation suivantes :

- Route de GIEN,
- Rue des Iris,
- Allée de vieux cours.

Article 3

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant de groupement de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait le 25 août 2016
La sous-préfète,
Secrétaire Générale Adjointe,
Signé : Nathalie COSTENOBLE

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

45-2016-08-25-006

Arrêté du 25 août 2016 autorisant les contrôles d'identité,
l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite
des
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie
publique ou dans des lieux accessibles au public

Arrêté du 25 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;

Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;

Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret du 14 décembre 2015 nommant Mme Nathalie COSTENOBLE, en qualité de sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2015 portant nomination de Mme Nathalie COSTENOBLE, sous-préfète, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Flavio BONETTI, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'absence de M. Flavio BONETTI et l'empêchement de M. Hervé JONATHAN ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et

aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que le 27 août 2016, est célébré à GIEN, le 72^e anniversaire de la bataille de Gien, que cette commémoration sera articulée autour de la reconstitution d'un campement militaire, de baptême en véhicules militaires et d'un défilé en ville générant la présence d'élus locaux et de nombreux visiteurs, que la matinée se tient le marché hebdomadaire, il apparaît nécessaire de procéder aux contrôles des véhicules et personnes sur les communes de Gien et de Poilly-lez-Gien ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et/ou à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et/ou à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de l'adjoint au chef du bureau du cabinet du préfet

Arrête :

Article 1^{er}

Le 27 août 2016, de 08 heures à 17 heures, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans les communes de GIEN sur l'emprise des voies de circulation suivantes :

- Quai de Sully,
- Place Foch,
- Quai de Chatillon,
- Quai Lenoir,
- Quai Joffre,
- Quai Lestrade,
- Route d'Orléans,
- CD940 sur l'ensemble de la commune et sa déviation empruntant le pont neuf,
- CD 941,
- CD 952,
- Plage et esplanade dite du Berry en amont du vieux pont, implantée entre le quai de Sully et la Loire (au droit du vieux pont jusqu'au camping).

et, dans le périmètre formé par les axes suivants :

- Rue de l'usine à gaz,
- quai Guérin,
- quai Lestrade,
- quai Lenoir,
- quai Joffre,
- rue Victor Hugo,
- rue Thiers,
- rue de Paris,
- rue de Noé,
- place Curie,
- rue des briqueteries,
- rue creuse,
- rue de l'abattoir.

POILLY-LEZ-GIEN sur l'emprise des voies de circulation suivantes :

- Route de GIEN,
- Rue des Iris,
- Allée de vieux cours.

Article 3

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant de groupement de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait le 25 août 2016
La sous-préfète,
Secrétaire Générale Adjointe,
Signé : Nathalie COSTENOBLE

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

45-2016-08-26-001

Arrêté du 26 août 2016 autorisant les contrôles d'identité,
l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite
des
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie
publique ou dans des lieux accessibles au public

Arrêté du 26 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;

Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;

Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret du 14 décembre 2015 nommant Mme Nathalie COSTENOBLE, en qualité de sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2015 portant nomination de Mme Nathalie COSTENOBLE, sous-préfète, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Flavio BONETTI, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'absence de M. Flavio BONETTI et l'empêchement de M. Hervé JONATHAN ;

Considérant que la prégance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1^o, 1^o *bis* et 1^o *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du

même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que la base de loisirs nautiques située à l'Étang du puits à Cerdon génère un flux important de personnes et de véhicules en provenance de tout le département et du département du Cher, et notamment les fins de semaine ; que le fait que ces flux de véhicules générés à l'occasion de ces événements locaux pourraient être utilisés par des fanatiques religieux pour leur permettre de se rendre discrètement sur le territoire national et, notamment, de se déplacer à travers le département du Loiret en y pénétrant par les axes de circulation présents sur ce secteur géographique ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et/ou à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et/ou à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de l'adjoint au chef du bureau du cabinet du préfet

Arrête :

Article 1^{er}

Le samedi 27 août 2016 de 14h00 à 17h00, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° bis et 1° ter de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans la commune de CERDON sur les voies suivantes :

- RD 765,
- RD 948,
- RD 176 E,
- RD 65,
- RD 129,
- RD 51,
- RD 157.

Article 3

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant de groupement de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait le 26 août 2016

La sous-préfète,

Secrétaire Générale Adjointe,

Signé : Nathalie COSTENOBLE

Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret

45-2016-08-26-002

Arrêté du 26 août 2016 autorisant les contrôles d'identité,
l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite
des
véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie
publique ou dans des lieux accessibles au public

Arrêté du 26 août 2016

autorisant les contrôles d'identité, l'inspection visuelle et la fouille des bagages, et la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 16, 20, 21, 78-2 (8^e alinéa), 78-2-2 et 78-2-4 ;

Vu la loi n° 55-385 modifiée du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, et notamment son article 8-1 ;

Vu la loi n° 2015-1501 du 20 novembre 2015 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et renforçant l'efficacité de ses dispositions ;

Vu les lois n° 2016-162 du 19 février 2016 et n° 2016-629 du 20 mai 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence ;

Vu la loi n° 2016-987 du 21 juillet 2016 prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et portant mesures de renforcement de la lutte antiterroriste ;

Vu le décret n° 2015-1475 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1478 du 14 novembre 2015 modifiant le décret n° 2015-1476 du 14 novembre 2015 portant application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret n° 2015-1493 du 18 novembre 2015 portant application outre-mer de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 ;

Vu le décret du 14 décembre 2015 nommant Mme Nathalie COSTENOBLE, en qualité de sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2015 portant nomination de Mme Nathalie COSTENOBLE, sous-préfète, en qualité de secrétaire générale adjointe de la préfecture du Loiret ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 portant délégation de signature à M. Flavio BONETTI, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret ;

Vu l'absence de M. Flavio BONETTI et l'empêchement de M. Hervé JONATHAN ;

Considérant que la prégnance et le niveau élevé de la menace terroriste ayant justifié la déclaration et la prorogation de l'état d'urgence créent des circonstances particulières justifiant la mise en place de mesures renforcées de surveillance et de sécurité ;

Considérant que l'article 8-1 de la loi du 3 avril 1955 susvisée autorise le préfet, durant la période d'état d'urgence, à permettre aux officiers de police judiciaire mentionnés aux 2^o à 4^o de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, aux agents de police judiciaire et aux agents de police judiciaire adjoints, mentionnés aux 1^o, 1^{o bis} et 1^{o ter} de l'article 21 du code de

procédure pénale, à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public ;

Considérant que la base de loisirs nautiques située à l'Étang du puits à Cerdon génère un flux important de personnes et de véhicules en provenance de tout le département et du département du Cher, et notamment les fins de semaine ; que le fait que ces flux de véhicules générés à l'occasion de ces événements locaux pourraient être utilisés par des fanatiques religieux pour leur permettre de se rendre discrètement sur le territoire national et, notamment, de se déplacer à travers le département du Loiret en y pénétrant par les axes de circulation présents sur ce secteur géographique ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'autoriser les officiers et agents mentionnés ci-dessus à procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du code de procédure pénale et/ou à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages et/ou à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public, pendant le délai défini à l'article premier du présent arrêté et dans le périmètre défini à l'article 2 ;

Sur la proposition de l'adjoint au chef du bureau du cabinet du préfet

Arrête :

Article 1^{er}

Le dimanche 28 août 2016 de 10h00 à 18h00, les officiers de police judiciaire mentionnés aux 2° à 4° de l'article 16 du code de procédure pénale et, sous la responsabilité de ceux-ci, les agents de police judiciaire et les agents de police judiciaire adjoints mentionnés aux 1°, 1° *bis* et 1° *ter* de l'article 21 du code de procédure pénale peuvent procéder aux contrôles d'identité prévus au huitième alinéa de l'article 78-2 du même code, à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages ainsi qu'à la visite des véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public.

Article 2

Les contrôles mentionnés à l'article 1^{er} sont effectués dans la commune de CERDON sur les voies suivantes :

- RD 765,
- RD 948,
- RD 176 E,
- RD 65,
- RD 129,
- RD 51,
- RD 157.

Article 3

La sous-préfète, secrétaire générale adjointe, le directeur départemental de la sécurité publique et le commandant de groupement de gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Loiret et dont un exemplaire sera adressé sans délai au procureur de la République.

Fait le 26 août 2016
La sous-préfète,
Secrétaire Générale Adjointe,
Signé : Nathalie COSTENOBLE